

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure**

**Arrêté n° AP-2026-21-DREAL**

**Société ITM LAI**

**Siège administratif et d'exploitation :**

SIRET : 51408083700016  
740, rue Alexandre Dumas  
39700 Rochefort-sur-Nenon

**LE PRÉFET DU JURA**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5 et R. 171-1 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° AP-2020-16-DREAL du 5 mars 2020 portant autorisation d'exploiter un entrepôt sur le territoire de la commune de Rochefort-sur-Nenon ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° AP-2022-75-DREAL du 21 novembre 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé CR/NM/2026/M\_83, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 25 février 2026 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, formulées sur ce projet en date du 21 avril 2026 et notamment la transmission de justificatifs de remise en fonctionnement de deux portes qui étaient défectueuses (C1431 et C814) ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que l'inspection des installations en date du 25 février 2026, a permis de constater le dysfonctionnement de la porte EI120 référencée C1341 entre la cellule 13 et la cellule 14 ;

Considérant que cette porte, associée au mur REI 120 dans lequel elle se trouve, constitue une mesure de maîtrise des risques ;

Considérant que cette porte dysfonctionne depuis plusieurs années (au moins 2 ans), du fait de son blocage dans de la glace ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mis en place de mesures compensatoires ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 13.8.1 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022 susmentionné, qui stipule : *« Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement, selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité »* ;

Considérant de tout ce qui précède que :

- la sécurité du public, du personnel, des services de secours et la protection des biens ne sont pas garanties ;
- la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 512-7 de ce même code n'est pas démontrée ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ITM LAI de respecter les prescriptions afférentes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Jura,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société ITM LAI, dont le siège social est situé à Rochefort-sur-Nenon, au 740 rue Alexandre Dumas, est mise en demeure, pour ses installations qu'elle exploite à la même adresse, de respecter dans un délai **de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 13.8.1 de l'arrêté préfectoral susvisé s'agissant de la remise en état de fonctionnement de la porte EI120 référencée C1341.

Dans l'attente de réparation et sous un délai d'**une semaine** à compter de la notification du présent arrêté, des mesures compensatoires sont mises en place. Dans le même délai, les justificatifs de leur disponibilité et efficacité sont transmis à l'inspection des installations classées.

### Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Notification et publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Jura pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ITM LAI.

### **Article 4 – Exécution**


Le secrétaire général de la préfecture du Jura, le maire de la commune de Rochefort-sur-Nenon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au maire de la commune de Rochefort-sur-Nenon ;
- à la sous-préfecture de Dole ;
- au service départemental d'incendie et de secours du Jura à Montmorot ;
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, à Lons-le-Saunier (unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire).

Fait à Lons-le-Saunier, le

**30 AVR. 2026**

Le préfet,



**Pierre-Edouard Colliex**

### Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet d'un recours par l'exploitant ou par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement :

1° D'un recours administratif :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet du Jura (8 rue de la préfecture 39 030 Lons-le-Saunier) ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès de la ministre en charge de l'environnement (tour Séquoia 1 place Carpeaux 92 055 La Défense Cedex) ;

2° D'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le silence de l'administration, dans le cas d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique prolonge de deux mois le délai du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision (préfet) et au bénéficiaire de la décision (exploitant). L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision (préfet) et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision (exploitant) est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.